

## Éditorial de février 2024.

Mesdames et messieurs les députés,  
Bonjour !

Après les soixante-huitards (mai 68), les Étudiants (le CPE), les Bonnets rouges (l'écotaxe et les nombreux plans sociaux de l'agroalimentaire), les Gilets jaunes (mouvement né sur le terreau des inégalités), les Infirmières (1991 — les conditions de travail dans les hôpitaux, des salaires peu attractifs, des effectifs largement insuffisants), les Magistrats, Avocats, Greffiers (contre un état de délabrement avancé de l'Institution judiciaire), les mouvements sociaux contre la réforme des retraites (1995, 2003, 2010, 2019, 2023), les pêcheurs (l'interdiction de pêcher pendant un mois), les Agriculteurs (2024) : nous revenons une nouvelle fois vers vous pour évoquer le profond malaise qui subsiste du côté des hôpitaux, des Urgences, du Corps médical dans son ensemble !

En effet, depuis maintenant des décennies, notre système de santé périclité à tous les échelons, notamment avec un manque d'infirmiers, de médecins, de spécialistes, de chercheurs, occasionné par une politique du plus de rentabilité au détriment du plus de soins et de santé.

Il y a cinquante à soixante ans en arrière, avant ce monde de je-m'en-foutisme : nous avions des médecins « familiaux » qui se déplaçaient pour aller voir leurs malades ; nous avions des hôpitaux au chevet des malades et des accidentés de la vie ; nous n'avions pas besoin de prendre de rendez-vous pour aller chez le médecin, nous faire soigner les dents, passer une radio, etc. (ex., aujourd'hui six à sept mois pour se faire dévitaliser une dent) ; nous attendions, certes, dans une salle d'attente (c'est d'ailleurs pour cela que l'on nous appelle « des patients »), mais le praticien était là pour nous ; etc., etc. Aujourd'hui, notre société part à vau-l'eau ! Et, cela, dans beaucoup trop de domaines d'activité et du social !

Pourtant, vous n'avez pas d'autre alternative, et c'est votre travail, que de trouver : des solutions aux problèmes (budgétaire, fiscal, social, économique, sanitaire, environnemental, sécuritaire, éducatif, laïque, agricole, industriel, entrepreneurial, etc.) qui s'aggravent et dont le Peuple de France ne supporte plus les affres et les contraintes.

Votre carence fait tache et votre existence fait peine à voir sur des sujets aussi importants, tandis que vous passez des ordonnances sur un rallongement d'indemnités sur vos frais mensuels de mandat (300 €), tout comme vos collègues sénateurs (700 €), ou que vous modifiez le Code de la route pour les trottinettes et autres matériels roulants du même type (exemples choisis parmi tant d'autres)...

Oui, décidément, il se peut que votre assemblée, celle où s'assoient des personnes que Gambetta appelait des « sous-vétérinaires » pour ne pas les qualifier de « ratés », là où des gens qui ne savent pas ce qu'ils veulent s'adressent à d'autres gens pour voir s'ils le sauront mieux qu'eux, finisse en guinguette où la « carmagnole » redeviendra à la mode après que les danseurs vous aient botté le cul.

Après tout, notre peuple « athénien » n'en attend peut-être que l'orchestration !

Étant donné le sentiment révolutionnaire auquel nous sommes parvenus, sera-t-il possible d'asseoir un gouvernement et un corps législatif qui feront honneur aux citoyens de notre pays ?  
« C'est là toute la question dont nous attendons, encore et encore, la réponse ! »

Cordialement,

Le secrétaire général de la S-P-F,  
Patrick REBIERRE.

